

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aviation civile

Beauvais, le 25 septembre 2019

Direction de la sécurité de l'Aviation civile

Direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord

Délégation de l'Aviation civile des Hauts-de-France Sud

Madame la Préfète de la Somme

Service de la coordination des  
politiques interministérielles  
Bureau de l'environnement et  
de l'utilité publique

Nos réf. : 881/DRP/SLA/2019-T69014à020

Vos réf. : saisine du 23/05/2017

Affaire suivie par : Stéphane Lanfranchi  
stephane.lanfranchi@aviation-civile.gouv.fr

Tél. : 03 44 04 44 74

**Objet :** Demande d'autorisation environnementale Parc éolien des Moulins de la Cologne.

Le 23/05/2017, vous avez fait parvenir aux services de la délégation de l'Aviation civile des Hauts-de-France Sud, pour avis conforme et en application de l'article R181-32 du code de l'environnement, un dossier de demande d'autorisation environnementale présentée par la société « Parc éolien des Moulins de la Cologne SAS » visant à implanter sur le territoire des communes de Cartigny et Hancourt sept éoliennes d'une hauteur de 178,5 mètres ayant les caractéristiques suivantes :

Eoliennes	Coordonnées WGS 84 des éoliennes		Altitude NGF du terrain (en mètres)	Altitude NGF en bout de pales (en mètres)
	Latitude Nord	Longitude Est		
E1	49°55'03.1"	003°02'04.4"	96	274,5
E2	49°54'57.6"	003°02'23.2"	105	283,5
E3	49°54'49.4"	003°02'39.8"	105	283,5
E4	49°54'44.5"	003°03'00.2"	104	282,5
E5	49°54'43.0"	003°03'29.1"	105	283,5
E6	49°54'39.9"	003°04'05.5"	105	283,5
E7	49°54'53.9"	003°04'25.9"	105	283,5

Un premier avis défavorable vous a été transmis sous la référence 1015/DRP/LMU en date du 18 juillet 2017.

Après réexamen du dossier et compte tenu de nouveaux éléments apportés par la société « Parc éolien des Moulins de la Cologne SAS », en particulier l'absence de Plan de Servitude Aéronautique applicable à ce jour sur l'aérodrome de Péronne-Saint-Quentin, j'ai l'honneur de vous

faire savoir que je n'ai plus d'objection à faire valoir à l'encontre de l'implantation des sept éoliennes, **sous réserve que celles-ci soient balisées de jour et de nuit** en conformité avec les prescriptions de l'arrêté interministériel en date du 23 avril 2018 *relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne*.

Une fois les constructions engagées, le pétitionnaire devra confirmer au Service National d'Ingénierie Aéroportuaire Nord (SNIA/N) les informations suivantes afférentes à chaque éolienne :

- date de levage ;
- coordonnées géographiques, dans le système WGS84 ;
- hauteur hors sol au sommet de la pale à son point d'élévation maximal ;
- altitude du terrain au pied de l'éolienne dans le système NGF ;

En effet, conformément à la circulaire du 25 juillet 1990 *relative à l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'installations situées à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement*, l'existence de tout nouvel obstacle de plus de 50 mètres de hauteur doit être portée à la connaissance des navigateurs aériens, par la diffusion d'un message d'avertissement (NOTAM), tandis qu'il devra être procédé à la mise à jour des cartes de navigation à vue et du répertoire officiel des obstacles artificiels isolés, partie intégrante de la Publication de l'Information Aéronautique nationale (A.I.P.).

Pour parfaite information, j'entends toutefois porter à la connaissance du porteur de projet l'existence d'un avant-projet de plan de servitudes aéronautiques de dégagement relatif à l'aérodrome de Péronne-Saint-Quentin, susceptible d'avoir des conséquences sur l'exploitation du parc d'aérogénérateurs projeté.

En conséquence, l'avis défavorable du 18 juillet 2017 est retiré et j'émet un avis favorable sous réserve de la mise en œuvre des mesures ci-avant énoncées.

Pour le Ministre et par délégation,  
Le délégué des Hauts-de-France Sud

Florian LINKE

